

JOSÉ MARÍA MARAVALL

*Remarques sur le mouvement ouvrier
dans la transition à la démocratie
en Espagne**

Lors de la mort de Franco, deux questions se posaient sur les perspectives du mouvement ouvrier en Espagne. La première portait sur sa force : jusqu'à quel point était-il en situation d'offrir une réponse politique organisée face à la crise de la dictature ? La seconde concernait son orientation politique : dans quelle mesure le mouvement ouvrier appuyait-il des lignes politiques ou, au contraire, était-il autonome ? Quelles lignes politiques particulières étaient principalement soutenues ?

La mort de Franco a été un événement dont l'impact propre sur l'évolution politique espagnole a été considérable. En ce sens, il ne faut pas minimiser l'autonomie d'un élément spécifique et individuel comme celui-ci. Mais il serait impossible d'apprécier la portée politique de la mort de Franco si était ignorée la situation de crise du régime politique franquiste, accentuée de 1973 à 1975, c'est-à-dire après la disparition du Premier ministre Carrero Blanco. Dans cette crise étaient impliqués de larges secteurs démocrates-chrétiens et des groupes importants du capital bancaire et de la grande industrie, secteurs et groupes qui constataient la nécessité du remplacement à la tête de l'Etat du général Franco par le prince Juan Carlos, et de l'enclenchement d'un processus d'évolution démocratique.

Des programmes de transition avaient déjà vu le jour auparavant. En particulier dans la période de changement économique des années soixante, des secteurs libéraux et des secteurs de gauche avaient mué en *wishful thinking* le prologue de Marx à sa *Contri-*

* Traduction de Guy CARCASSONNE.

bution à la critique de l'économie politique : le développement des forces de production devait avoir des répercussions sur les autres domaines de la société espagnole ; par ailleurs, et malgré leur pauvreté, les contacts avec l'Europe s'accrurent, une certaine souplesse s'instaura dans la censure de presse après la loi de 1962, et beaucoup plus de livres circulèrent. Mais surtout, face au franquisme s'est consolidée une opposition organisée, principalement animée par les mouvements ouvrier et étudiant.

Le mouvement ouvrier, en particulier, avait amorcé un important développement depuis 1962, lorsque avait pris fin la réglementation nationale des salaires et conditions de travail, ce qui fut à l'origine d'une nouvelle dynamique de négociations ouvriers/patronat. Cette négociation, pour pouvoir atteindre à des effets réels, exigeait une authentique représentation ouvrière. Afin d'échapper aux bureaucraties provinciales et centrales des syndicats corporatistes franquistes dénués de toute représentativité, la négociation ouvriers/patronat, dans les années soixante, eut lieu au niveau de l'entreprise, et y participaient des représentants ouvriers clandestins ou légaux (la représentation ouvrière légale avait été infiltrée, depuis 1953, par des militants communistes). Cette représentation ouvrière « à la base » et cette dynamique nouvelle dans les relations industrielles vont stimuler la résurrection du mouvement ouvrier, renforcer les syndicats ouvriers qui survivaient dans l'illégalité depuis la déroute de la II^e République (notamment la centrale socialiste UGT), agglomérer des groupes actifs de travailleurs, sans affiliations syndicales et, souvent, d'origine catholique (JOC et HOAC) ; elles vont également donner lieu au développement d'un nouveau mouvement syndical né des possibilités nouvelles d'organisation ouvrière dans les usines, et qui sera par la suite animé par le Parti communiste : les Commissions ouvrières.

Depuis 1962, l'activité gréviste s'est considérablement accrue. Dans la décennie précédant la mort de Franco, de 1966 à 1975, le nombre annuel des grèves est passé de 179 à 3 156, et celui des heures perdues pour fait de grève de 1 478 080 à 14 521 901. Ces simples chiffres montrent la force accumulée par le mouvement ouvrier (en France, sur une population active double de l'espagnole, le nombre annuel des heures perdues se situait dans les années soixante autour de trois millions).

La renaissance du mouvement ouvrier en Espagne peut être interprétée comme résultant de la convergence de trois facteurs. D'une part elle est due aux nécessités d'une économie en cours de modernisation depuis 1957, et dont l'impératif de productivité

exigeait des relations industrielles plus ouvertes, relations qui, à leur tour, favorisèrent l'organisation ouvrière à la base. Le mouvement, d'autre part, a pu se fonder sur une série de noyaux industriels qui avaient été les centres traditionnels du mouvement ouvrier et constituèrent la colonne vertébrale de celui-ci sous le franquisme : ainsi les mineurs des Asturies, les travailleurs de la métallurgie en Euzkadi (Vizcaya et Guipúzcoa surtout), les travailleurs de l'industrie de transformation métallique à Barcelone et à Madrid, menèrent 62 % des grèves mentionnées dans la presse nationale entre 1966 et 1974. Le développement du mouvement ouvrier, enfin, fut également dû à la survie, aux stratégies et à l'action des organisations ouvrières qui, dans la clandestinité, purent se maintenir — PCE, PSOE, UGT — ou aussi furent clandestinement créées sous le franquisme — Commissions ouvrières et USO (1). Ces organisations fournirent au mouvement ouvrier ses principaux axes stratégiques, rendirent possible la coordination des actions ouvrières (par les « plates-formes revendicatives », les actions concertées, les « grèves générales locales »), et permirent l'extension du mouvement, au début des années soixante, au-delà de ses réduits traditionnels, notamment à Séville, Vitoria, Pampelune et Vigo.

La force croissante du mouvement ouvrier, évidente déjà en 1967, provoqua un regain d'activité répressive de la part du franquisme entre 1968 et 1973. L'état d'exception fut proclamé trois fois durant cette période ; les arrestations furent très nombreuses : les organisations clandestines indiquèrent que le nombre permanent des dirigeants ouvriers emprisonnés ne descendit jamais en dessous de 500 ; 9 dirigeants des Commissions ouvrières jugés en 1973 furent condamnés à des sentences allant de six à vingt ans de prison ; de 1967 à 1969, la Commission ouvrière des Métaux de Madrid vit son nombre de représentants passer de 60 à 2. En même temps que la persécution politique, il y eut celle due aux syndicats franquistes et les licenciements : de 1968 à 1973 le nombre des représentants ouvriers renvoyés est évalué à 2 000 ; pour les seuls mois de janvier et février 1974, la presse a mentionné 24 817 cas d'ouvriers suspendus dans leur emploi et leur traitement, et 4 379 licenciés pour leurs activités syndicales.

Bien que la répression ait entraîné, dans ces cinq ans, un recul du mouvement ouvrier, les organisations clandestines reprirent l'initiative à partir de 1973 ; cette année-là, les grèves augmentèrent de 84 % par rapport à la précédente, et l'année suivante elles

(1) USO, *Unión Sindical Obrera*, d'obédience socialiste autogestionnaire. (N.d.T.)

s'accrurent encore de 62 % sur 1973. Face à l'évidente inefficacité à long terme de la répression, face au début de la crise économique, à l'inévitable disparition du dictateur, et à la nécessité de l'intégration à l'Europe, la mort de Carrero Blanco rendit possible une pression croissante en faveur d'une alternative démocratique, même au sein des forces sociales qui avaient historiquement servi de support au franquisme. La pression ouvrière se maintint constamment : le nombre annuel des heures perdues pour fait de grève se situa autour de 14 millions en 1974 et 1975.

La période 1973-1976 fut également importante pour l'organisation politique de la gauche. D'un côté les Commissions ouvrières commençaient à se remettre des effets de la répression, surtout à Madrid où elles avaient été les plus affaiblies. D'un autre côté, l'UGT se renforçait considérablement, par suite du transfert de sa direction des groupes de l'exil à ceux de l'intérieur — renforcement qui bénéficiait aussi de la résurrection du PSOE à dater du passage à l'intérieur, en 1972, de la direction du parti (2).

Ainsi, la réponse est affirmative, malgré les nuances qu'il faudrait apporter, à la question de savoir si le mouvement ouvrier était en mesure d'offrir une réplique organisée à la crise de la dictature. Au cours des trois années précédentes, le mouvement ouvrier était sorti d'une situation rendue difficile par la répression, et la dynamique de l'action ouvrière avait atteint un degré élevé au moment de la mort de Franco. Il était évident que toute stratégie de la transition devait tenir compte de ce facteur. Ainsi la mobilisation ouvrière fut-elle spectaculaire dans les premiers mois de la Monarchie : les grèves entraînent, dans le premier trimestre de 1976, la perte de 50 millions d'heures de travail, soit sensiblement plus que le total d'une année entière dans l'ensemble des pays d'Europe occidentale, et amenèrent le mouvement ouvrier espagnol, pour son militantisme, à la première place des pays sur lesquels on dispose d'informations statistiques, et ce, bien qu'il continuât à agir dans des conditions de clandestinité.

Toute la première phase de la transition fut ainsi marquée et influencée par un mouvement ouvrier très combatif. Sur l'ensemble de la première année de la Monarchie, le nombre d'heures perdues pour fait de grève fut de 149 008 172. A partir de l'automne 1976, le changement d'orientation politique que le gouvernement Suarez

(2) C'est au cours du XII^e Congrès qui s'est tenu en 1972 que la direction en exil conduite par Rodolfo Llopis est vaincue par la direction de l'intérieur emmenée par Felipe Gonzalez dont le pouvoir est définitivement établi avec le XIII^e Congrès qui s'est tenu en octobre 1974 à Suresnes. (N.d.T.)

imposa par rapport à l'année précédente — le premier gouvernement de la Monarchie présidé par Arias Navarro — commença à produire des résultats autour d'accords avec la gauche et avec les organisations ouvrières. A l'hiver 1977, le Parti socialiste fut légalisé et, deux mois plus tard, le Parti communiste. La direction du changement résultait bien d'une dynamique de pression/négociation, et non, déjà, d'affrontements ouverts. Même ainsi, la lutte ouvrière s'est maintenue à un haut niveau d'intensité (108 516 000 heures perdues pour grève en 1977) et cela fut sans doute un facteur important de l'orientation du changement politique dans le sens de la « rupture » négociée (renversement de l'ordre politique dictatorial mais à partir de la légalité existante) plutôt que dans celui de la réforme (adaptation dirigée de l'ordre franquiste, sans solution de continuité). Les élections générales de 1977 furent une étape fondamentale, qui donna naissance à deux grands blocs parlementaires : la coalition de centre-droit UCD, qui obtint 34,3 % des suffrages, et le PSOE qui recueillit 29,1 % (qui, après la fusion avec le petit Parti socialiste populaire, devinrent 33 %). Deux autres groupes acquirent une importance parlementaire certaine : le PCE avec 9,12 % et la droite autoritaire d'*Alianza Popular* avec 8,02 %.

Les diverses orientations politiques, tout au long de 1977, se reflétèrent sur le mouvement ouvrier. A partir de l'automne 1976, les Commissions ouvrières subirent deux scissions dont naquirent la CSUT et le SU (3) : la première était dirigée par le PTE et le second par l'ORT (4). L'une et l'autre organisation étaient de caractère stalino-maoïste et connurent des époques de convergences et de dissensions sur des aspects obscurs de stratégie ou d'idéologie. Fondamentalement, leur scission résultait de l'opposition au contrôle de la direction des Commissions ouvrières par le PCE et, en particulier, de l'abandon par celui-ci (entre l'été et l'automne 1976) de la volonté de créer un syndicat unique, et peut-être obligatoire, au fonctionnement interne démocratique, qui surgirait d'un processus constitutif fondé sur des assemblées ouvrières.

Le PCE avait renoncé à cette stratégie du syndicat unique pour deux raisons : d'une part parce que le mouvement ouvrier socialiste prenait force avec l'UGT et s'opposait à cet objectif ; d'autre part parce que les Commissions ouvrières devenaient un atout essentiel pour la politique de parti du PCE, orienté en vue d'abord de sa léga-

(3) CSUT, Confédération des syndicats unitaires des travailleurs ; SU, Syndicat unitaire. (N.d.T.)

(4) PTE, Parti du travail d'Espagne ; ORT, Organisation révolutionnaire des travailleurs. (N.d.T.)

lisation, ensuite de son influence politique. Les Commissions ouvrières, en tant qu'arme politique, pouvaient difficilement persister dans la voie du syndicat unique.

Sur le plan parlementaire, les élections de juin 1977 ont marqué un fort déséquilibre entre socialisme et communisme, qui révèle l'importance de la mémoire politique et minimise les effets de la crise du Parti socialiste dans les années soixante. Dans le domaine syndical, toutefois, la force des Commissions ouvrières, malgré les scissions, restait grande. Cela était dû à leur action dans la décennie précédente : dans les années soixante, qui s'avérèrent cruciales pour l'organisation ouvrière, les Commissions dirigèrent la majeure partie des actions, par leurs militants infiltrés dans les syndicats corporatistes franquistes et par une activité très intense dans les usines, chantiers et mines. Le syndicat socialiste UGT, dans le même temps, traversa une série de crises, dues pour une bonne part aux erreurs stratégiques d'une lointaine direction en exil. Même ainsi, l'UGT demeurait forte au Pays Basque, surtout dans les industries de l'acier et de transformation métallique, en Vizcaya et dans l'industrie minière des Asturies. Les Commissions ouvrières, au contraire, étaient particulièrement puissantes à Madrid, en Catalogne, et en Andalousie (Séville et Grenade surtout). Il existait d'autres syndicats de moindre importance : en plus de la CSUT et du SU, déjà mentionnés, l'USO avait une certaine influence (à Valence, Madrid et au Pays Basque), ainsi, au Pays Basque toujours, que la STV (5) (particulièrement en Guipúzcoa). L'ancien syndicat anarchiste CNT (6) qui avait été pendant longtemps avant la guerre civile l'organisation la plus nombreuse paraissait incapable de se remettre de sa destruction quasi totale par la répression, de ses dissensions politiques internes, de son absence d'appui extérieur et d'une longue histoire faite d'erreurs stratégiques. Ce n'est qu'à partir de 1977 que la CNT récupère quelque force en attirant des secteurs très jeunes et très sceptiques à l'égard des partis de gauche, fréquemment au chômage ou issus de milieux marginaux par rapport à la population active.

Les élections syndicales ont eu lieu au début de 1978, entre janvier et mars. Les Commissions ouvrières ont bénéficié de leur militantisme et obtenu 35,8 % des suffrages. Un fort renouveau de l'UGT s'est produit, qui a atteint 22,7 %. Les élections simplifièrent considérablement le panorama syndical : bien qu'existent

(5) STV, Solidarité des travailleurs basques, lié au Parti nationaliste basque. (N.d.T.)

(6) CNT, Confédération nationale des travailleurs. (N.d.T.)

le « filon » du STV en Guipúzcoa et des influences locales de USO, CSUT et SU, le mouvement ouvrier est surtout organisé autour des deux pôles socialiste et communiste. C'est en ce sens qu'il faut répondre à la seconde question posée au début de cet article, sur les orientations politiques du mouvement ouvrier.

La politique de concorde relative entre le gouvernement UCD, le PCE et le PSOE pendant la période constituante a eu des répercussions sur les indices de conflit de travail : le nombre d'heures perdues en 1978, quoique élevé (environ 68 millions), représente la moitié de celui de 1976. Après l'approbation de la Constitution, les problèmes les plus importants posés au monde ouvrier en général et aux centrales en particulier paraissent être les trois suivants :

1. Les relations entre centrales qui, prévisiblement, seront de concurrence relative. Il faut tenir compte d'une part de ce que même si la force de l'UGT est répartie de façon assez homogène, elle ne bénéficie pas pour autant des bastions électoraux de gauche, bénéfice qui, en revanche, est répercuté sur le vote en faveur des Commissions (la corrélation entre vote socialiste et vote UGT est de $r = 0,05$, tandis que celle entre vote communiste et vote Commissions est de $r = 0,67$), et ceci a suscité une tentative en vue d'attirer au syndicat socialiste les électeurs du PSOE ; d'autre part, le PCE tentera de rééquilibrer en sa faveur les suffrages de gauche déséquilibrés au profit du PSOE après les élections de 1977.
2. La nécessité pour les centrales de rechercher des lignes stratégiques qui, dans l'insécurité politique persistante et les contraintes de la crise économique, permettent à la classe ouvrière d'avancer. Comment éviter la collaboration des syndicats à une politique économique qui leur est étrangère est un problème évidemment délicat pour des centrales qui viennent à peine de sortir de la clandestinité.
3. Les syndicats affronteront d'importantes difficultés d'organisation : difficultés d'encadrement et formation, sachant que le nombre d'adhérents à l'UGT et aux Commissions ouvrières a été multiplié par plus de 150 depuis la mort de Franco (de groupes clandestins, ils se sont mués en représentants de 25 à 30 % de la population active) ; difficultés aussi de promesse idéologique : de l'impression qu'était possible un monde de changements sociaux et efficace une action individuelle et collective, on est passé, entre les automnes 1977 et 1978, à un certain désenchantement devant la politique de pactes et le poids des bureaucraties.

Le danger que cela peut représenter est grand : une déstabilisation de caractère fasciste rencontre des conditions favorables avec une classe ouvrière difficilement canalisée par des organisations politiques et syndicales, désorientée, désenchantée, et potentiellement mobilisable sans objectifs. La consolidation de la démocratie semble encore être le meilleur défi que puisse relever la classe ouvrière.

NB. — Une partie importante de l'information sur laquelle se base le présent article est extraite de mon livre : *Dictatorship and Political Dissent*, Londres, 1978 (traduit en espagnol par les Editions Alfaguara, Madrid, 1978), et de mon article : Spain : Euro-communism and Socialism, *Political Studies*, 1979.